



Nouvelles pousses

À DÉCOUVRIR:

Le réseau INSP!R est né !
Le marché épineux des fleurs coupées
Un mouvement de coopératives en Inde

W
M
A
G
A
Z
I
N
E



VOYAGE AUTOUR DU MONDE

Au cœur d'une rencontre d'INSPIR America latina, en République dominicaine.

8



14

EN BREF

Une opinion de Marc Van Ranst sur le droit au vaccin, et autres nouvelles en format court.

16

DANS NOS ARMOIRES

Le marché épineux des fleurs coupées.

18

ZOOM SUR

Uzziel Twagilimana, nouveau directeur adjoint de WSM.

DOSSIER

INSPIR: le réseau international sur le droit à la protection sociale est né !

4



19

START UP !

Un mouvement de coopératives en Inde.

22

FOCUS

Nouveaux départs et nouveaux projets en images.



EN PARALLÈLE

20

Coiffure en Belgique et au Bénin.



DE NOUVELLES POUSES, MALGRÉ LES TEMPÊTES

Des fleurs qui germent, des arbres qui bourgeonnent... Une nouvelle vie, un nouveau départ, un nouvel espoir... Le printemps est là !

C'est dans cet état d'esprit que nous avons choisi de concevoir ce magazine, dans ce monde pourtant en ébullition, entre une pandémie en cours qui fait voler en éclats nos certitudes, et une guerre qui se déclenche en Europe, avec son cortège de drames et d'inquiétudes.

Actuellement, les chiffres du Covid-19 sont en baisse en Belgique. Cela ressemble à un nouveau départ... Pourtant, nous restons vigilant-es. Nous ne serons vraiment en sécurité que lorsque tout le monde, partout, aura accès à un vaccin. Le virologue Marc Van Ranst nous a rejoint-es pour une action d'interpellation à ce sujet et donne son opinion sur le droit au vaccin.

Qui dit nouveau départ, dit parfois aussi... Nouvelle coiffure ? Nous avons demandé aux coiffeurs Rafiatou au Bénin et Christ en Belgique de nous parler de ce qui les motive dans leur travail. Plus loin, nous vous parlons d'entrepreneuse-uses enthousiastes qui, aidé-es par des mouvements sociaux, ont pu lancer leur propre entreprise. Premier arrêt en Inde, dans la coopérative de Sunanda, travailleuse domestique.

Récemment, Uzziel Twagilimana a pris ses fonctions de directeur adjoint au sein de notre organisation. Il est passé du Bénin à la Belgique. Il partage avec nous la façon dont il vit ce nouveau départ. Autre nouvelle importante: le réseau international pour le droit à la protection sociale lancé par WSM a désormais un nouveau nom, INSP!R. Dans ce numéro, vous découvrirez pourquoi ce réseau est si important pour WSM, et nous plongerons au cœur d'une réunion d'INSP!R en Amérique latine.

Nous vivons une époque incertaine. Une crise semble à peine s'installer que la suivante se profile déjà... Pendant ce temps, WSM reste fidèle à ses engagements internationaux. Mais WSM aussi ressent la crise. La hausse de l'inflation et la baisse de certains subsides nous obligent à faire des choix. L'un d'entre eux: nous ne vous enverrons plus quatre, mais bien trois *WSMmagazine* par an. Bien entendu, nous continuerons à veiller à une information de qualité, avec ces trois magazines par an, sans oublier d'autres supports comme notre site internet ou via nos réseaux sociaux.

Le fait que nous puissions compter sur vous est comme un soleil de printemps. Merci, chère lectrice, cher lecteur, de nous soutenir dans la continuité. Grâce à votre choix, les initiatives dont nous parlons dans ce magazine peuvent continuer à germer, malgré les tempêtes.

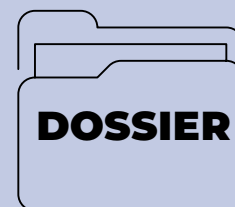
Jennifer Van Driessche

INSP!R

Connected by **W&M**



PROTECTION SOCIALE POUR TOUTES ET TOUS !



Une protection sociale efficace est l'instrument indispensable pour mettre fin de manière structurelle à la pauvreté, aux inégalités et à l'exclusion dans un pays. Telle est notre conviction chez WSM, partagée par plus de cent mouvements sociaux dans le monde. Partant de cette vision commune, nous et nos partenaires avons conceptualisé et édifié, depuis 2008, un réseau d'acteur·rices qui se renforcent sur trois niveaux: national, régional et continental. Ensemble, nous défendons le droit à la protection sociale pour tous·tes. Ce 3 février 2022, nous célébrons le lancement du nouveau nom donné à ce réseau: l'*International Network for Social Protection Rights*, alias *INSP!R*, ou la clé de voûte internationale qui relie toutes ces composantes.

>>

Découvrez ci-dessous ce que représente ce réseau pour WSM, et son rôle fondamental dans notre stratégie d'action commune.

TEXTE / Katrien Liebaut

1. LA PROTECTION SOCIALE EST UN DROIT FONDAMENTAL

Tout être humain a droit à une protection sociale, comme le stipule littéralement la *Déclara-*

tion universelle des droits humains. Ainsi, où que vous viviez et quel que soit votre emploi, vous avez le droit d'être soigné·e lorsque vous êtes malade, de prendre des congés pour vous occuper de votre nouveau-né et d'arrêter de travailler à un âge avancé, sans tomber dans la pauvreté. Pourtant, à ce jour, plus de la moitié de la population mondiale ne jouit pas de ce droit. En Afrique, ce chiffre atteint même 80 %. Bien que la protection sociale profite aux personnes de manière individuelle, investir dans ce domaine est également profitable au niveau collectif. Si un pays peut sortir sa population de la vulnérabilité en lui assurant des garanties de revenus et des soins de santé, cela lui permet de compter sur une population mieux éduquée, et sur une marge de manœuvre pour travailler à une économie humaine neutre sur le plan climatique.

2. NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS LIÉ·ES

On ne peut pas vivre sur une île avec un système de protection sociale. Les systèmes qui fonctionnent bien sont soumis à une pression constante, doivent être défendus en permanence et ont leurs propres limites. Ainsi, nous gagnons à ce que d'autres aussi défendent la protection sociale ailleurs. Aujourd'hui encore, beaucoup de pays se font concurrence en proposant de faibles coûts de main-d'œuvre et de faibles cotisations sociales pour attirer les investisseurs étrangers. Or, si la protection sociale était étendue partout, à toutes les couches de la société, personne ne serait laissé de côté et la pression serait amoindrie.

Au plus fort de la crise Covid-19, la Belgique comptait plus de 1,2 million de chômeur·euses temporaires. Imaginez un instant que nous n'ayons pas pu bénéficier d'un système de sécurité sociale !

Les mouvements sociaux sont la voix de tou-te-s, y compris des minorités. C'est précisément parce qu'ils sont actifs dans les coins les plus reculés du monde qu'ils connaissent aussi les besoins des groupes difficiles à atteindre. Le réseau a, ensuite, la capacité de traduire ces besoins en demandes politiques concrètes.

>>

3. ENSEMBLE, ON VA PLUS LOIN !

Lorsque les mouvements sociaux unissent leurs forces autour d'un objectif commun, ils peuvent réaliser de grands changements. C'est ainsi que notre système de sécurité sociale belge a vu le jour: c'est un des systèmes les plus avancés au monde et le résultat d'une lutte menée par différents mouvements sociaux. Ils ont uni leurs forces pour atteindre l'objectif d'une protection sociale pour les jeunes et les personnes âgées.

4. UNE PRESSION EXTÉRIEURE EST PARFOIS BIEN NÉCESSAIRE

Les mouvements sociaux ne sont pas partout à même de prendre des mesures suffisantes pour faire respecter la protection sociale. Cela dépend en grande partie du régime politique et de l'existence d'une paix dans le pays ou la région concerné. Parfois, une pression extérieure est nécessaire. Les organes politiques internationaux ont le pouvoir d'imposer des règles de l'extérieur. Il est important que nous, en tant que réseau, fassions également entendre notre voix auprès

de ces instances parfois cruciales. Le nom INSP!R se fait de plus en plus connaître de l'Organisation internationale du travail (OIT), de la Banque mondiale, de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ou à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), ... Travailler à cette notoriété augmente notre influence.

5. APPRENDRE LES UNS DES AUTRES POUR SE RENFORCER

S'inspirer et apprendre les uns des autres pour se rendre mutuellement plus fort-es sont les objectifs clés d'INSP!R. En échangeant régulièrement des idées et des expériences, de nouvelles perspectives apparaissent. Ainsi, les membres belges s'inspirent de l'approche utilisée par des organisations guatémaltèques, ou des sénégalais de celle des mouvements sociaux de la République dominicaine.

6. LE TOUT EST PLUS QUE LA SOMME DES PARTIES

Les mouvements sociaux sont la voix de tou-te-s, y compris des minorités. C'est précisément parce qu'ils sont actifs dans les coins les plus reculés du monde qu'ils connaissent aussi les besoins des groupes difficiles à atteindre. Le réseau a, ensuite, la capacité de traduire ces besoins

en demandes politiques concrètes. Les petites organisations n'ont pas toujours une grande influence politique. Le réseau leur permet de naviguer dans le sillage d'acteurs plus importants, tels que les syndicats, les mutuelles de santé et autres grands mouvements. Sur la base d'une expertise partagée, ils élaborent ensemble des campagnes de plaidoyer politique, que chacun-e peut promouvoir de son côté: une collaboration à valeur ajoutée !

Lorsque le réseau se réunit dans un pays donné et implique des ministres et des responsables politiques de ce dernier, il envoie un signal politique clair: ne nous sous-estimez pas, nous sommes un groupe fort avec une vision commune. Notre défi pour l'avenir: faire grandir notre réseau, car plus le réseau est grand, plus on fait de vagues !

7. FACILITÉ PAR WSM

WSM est un membre du réseau au même titre que les autres organisations, tout en assumant une responsabilité supplémentaire, celle de la coordination du réseau. Le fait d'être un maillon du Mouvement ouvrier chrétien (MOC) belge nous motive à le faire: nous sommes convaincu-es que les luttes sociales portent leurs fruits, comme le passé nous l'a bien enseigné.

8. ENSEMBLE VERS UNE LOI CONTRAIGNANTE !

Le réseau INSP!R veut convaincre les gouvernements de légiférer en matière de protection sociale. Les conventions approuvées par l'OIT en constituent la base. La CSC, les partenaires de WSM et INSP!R sont également étroitement impliqués dans le développement de ces conventions. En 2020, le Pérou a transposé la Convention 189 de l'OIT sur le travail domestique dans sa législation nationale. C'est le résultat d'un long processus de négociations, dans lequel l'organisation de jeunesse JOC du Pérou a joué un rôle important. L'OIT elle-même a voté la Convention en 2011 lors de sa conférence annuelle. Depuis lors, la JOC du Pérou, soutenue par le réseau INSP!R, exerce une pression politique régulière, obtenant des résultats forts. Ainsi, cette nouvelle loi traite du statut, des droits et des devoirs des travailleuses domestiques, et une partie de celle-ci concerne leur protection sociale: ils-elles ont désormais droit à des prestations de maladie, à un congé de maternité et à une pension.

Aujourd'hui, INSP!R se concentre sur la Convention 190 de l'OIT: un ensemble de règles contre la violence sur le lieu de travail. L'organisation de femmes boliviennes Gregoria Apaza prend le lead pour le développement d'une campagne. Expliquer ce que peut signifier une meilleure législation sur la violence au travail et convaincre les politicien·nes d'adopter une loi bolivienne, tels en sont les objectifs. Les autres membres

d'INSP!R Amérique latine peuvent également se mettre au travail avec le matériel de campagne développé par Gregoria Apaza. Ensemble, ils veulent accroître la pression politique sur le gouvernement bolivien.

9. PARCE QU'UNE PROTECTION SOCIALE EST FINANÇABLE

Sur les 129 pays à revenu faible ou intermédiaire, 71 pourraient supporter eux-mêmes le coût d'une protection sociale de base. 54 pays nécessiteraient un apport ponctuel de liquidités. Pour 13 autres pays, le coût serait trop élevé: un fond international pour la protection sociale pourrait alors leur apporter une solution.¹

Or, la solidarité internationale ne fonctionnera pas si les systèmes sont mauvais de base. L'évasion fiscale et la corruption doivent donc être éradiquées. Ne pas laisser les ressources d'un pays s'échapper est primordial. Là encore, la société civile a un rôle à jouer, celui de faire en sorte que chaque acteur - gouvernements, entreprises et travailleuses - prenne ses responsabilités ! Dans les années à venir, le financement de la protection sociale sera l'un des thèmes d'INSP!R. L'objectif ultime est de faire en sorte que le plus grand nombre possible de responsables politiques parviennent à la conclusion suivante:

« Oui, c'est faisable... Et oui, c'est finançable ! »



¹ D'après une étude de la Friedrich Ebert Stiftung



Un séminaire en chiffres:

- 4 jours d'inspiration
- 3 focus thématiques travaillés: protection sociale, environnement et genre
- 44 participant-es
- 18 organisations présentes dont WSM
- 4 réseaux nationaux: INSPiR, Pérou, République dominicaine, Bolivie et Guatemala
- 1 réseau continental: INSPiR Amérique Latine et Caraïbes
- 7 partenaires stratégiques aux niveaux nationaux et continentaux
- 8 pays représentés



ENFIN ENSEMBLE !

Après près de deux années de pandémie, de l'autre côté de l'océan Atlantique, il s'est produit quelque chose qui n'avait plus eu lieu depuis longtemps... En effet, un séminaire intercontinental a rassemblé une cinquantaine de participant-es d'Amérique Latine, des Caraïbes et de Belgique, à Saint-Domingue, capitale de la République dominicaine. Ainsi, au mois de novembre dernier, partenaires stratégiques, membres des organisations et des réseaux INSP!R ont pu se réunir le temps d'une semaine.

Ce séminaire fut l'occasion de réfléchir ensemble à des questions cruciales. Comment faire du rêve d'une protection sociale pour tous-tes une réalité ? Comment pouvons-nous nous renforcer mutuellement ? Et surtout, comment pouvons-nous utiliser notre solide réseau pour y parvenir ? Outre des ateliers passionnants, c'est aussi la joie d'enfin se retrouver et la convivialité qui régnèrent durant ces quelques jours, dont on se souviendra longtemps.

TEXTE / Klaar Degroote, Marie Raida - PHOTO / Audrey Claeys, WSM

Retour sur ce séminaire inspirant avec Marie Raida et Klaar Degroote, deux collègues de WSM Belgique présentes au séminaire, qui avec enthousiasme, nous témoignent des riches échanges qui ont eu lieu là-bas.

LA PROTECTION SOCIALE COMME LEVIER CONTRE LES INÉGALITÉS

Mardi 16 novembre

Nous savons que les crises exacerbent les inégalités existantes. Mais nous savons aussi que la pauvreté et les inégalités diminuent parmi les groupes vulnérables, grâce aux systèmes de protection sociale. Ce sont les mouvements sociaux qui ont garanti les services de santé de base pendant cette crise covid. La société civile a le potentiel de sortir les sociétés de la crise actuelle.

C'est sur ces observations fortes qu'a commencé le séminaire. Elles résonnent particulièrement en nous, puisque la veille, nous avons passé la journée en immersion auprès de l'organisation de défense des droits humains MOSCTHA. Le mouvement MOSCTHA défend les droits des Haïtien-nes en République dominicaine. Beaucoup d'entre elles et eux y vivent depuis des générations, mais en raison d'une législation en constante évolution, ils-elles ne disposent pas toujours de permis de séjour ou de documents d'identité. Or, sans ces documents, ils-elles n'ont pas accès à l'éducation, aux soins de santé publics

ou à l'emploi, ce qui les rend particulièrement vulnérables. Le MOSCTHA vient en aide aux migrant-es haïtien-nes, organise des formations professionnelles et fournit des soins de santé de base gratuits grâce à leurs cliniques mobiles. Les campagnes de sensibilisation du gouvernement sur le coronavirus et les mesures de protection ne touchent que très peu ces communautés. Le MOSCTHA prend donc le relais du gouvernement dans cette tâche. Les volontaires distribuent du matériel de protection et font la promotion de la vaccination. Au moment de notre visite dans le *batey*¹ La Luisa Prieta, une campagne de vaccination avait lieu.

Toutefois, on ne peut pas se contenter d'admirer le travail des organisations avec lesquelles nous travaillons. En effet, dans notre système dominé par la rhétorique néolibérale, la santé est de plus en plus considérée comme une marchandise, et les systèmes de santé sont encore trop souvent les vestiges d'un passé colonial. Ces réalités perpétuent les inégalités existantes. En tant que réseau, nous possédons une grande expertise en matière de protection sociale et pouvons exercer notre pression sur les politiques par le biais de campagnes communes et d'un travail politique. Une chose est sûre: la société civile a un rôle clé à jouer pour répondre à la crise.

IL N'Y A PAS DE PLANÈTE B

Mercredi 17 novembre

Ces quelques jours ensemble furent également l'occasion de réaffirmer une intuition bien présente dans nos rangs: l'environnement et le travail ne sont pas des catégories opposées. Comme l'a expliqué Valter Bittencourt de la CSA² lors d'un atelier sur la relation entre travail décent, protection sociale et environnement, la transition juste, qui appelle à l'articulation de la justice sociale et environnementale, est la réponse des mouvements sociaux et syndicalistes à la crise climatique. Ainsi, il ne s'agit pas d'œuvrer simplement pour une économie à faible émission carbone mais bien pour une économie durable sur le plan social et environnemental, qui place le travail (décent) et la vie au centre.

Ainsi, l'association bolivienne de femmes Gregoria Apaza, du nom d'une révolutionnaire indigène du 18^e siècle, a mis sur pied un incubateur d'entreprises sociales et solidaires. Du marketing à la comptabilité en passant par la formation technique, l'accompagnement proposé par Gregoria Apaza permet de recevoir tous les outils nécessaires à la création d'une entreprise prospère. Ce travail a débouché sur des initiatives novatrices, telles que l'entreprise récemment créée par des femmes qui fabriquent des sacs et des vêtements

¹ Un batey est un campement où vivent les coupeurs de canne à sucre. Les bateyes dominicains sont généralement de vrais bidonvilles qui accueillent des travailleur-euses haïtien-nes.

² Confédération syndicale des Amériques

« L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage. »

Chico Mendes, syndicaliste brésilien



CLINIQUE MOBILE MOSCTHA



RÉPUBLIQUE DOMINICAINE



MARIE RAIDA ET
KLAAR DEGROOTE
WSM



« Les systèmes de soins de santé, en tant qu'institutions collectives, s'appuient sur les structures sociales existantes de nos sociétés. Ils reflètent et cristallisent les inégalités et les injustices de genre, de classe et d'ethnie, mais ils peuvent aussi être des dispositifs efficaces pour aborder, réduire et transformer les conditions sociales de vie. »

Gonzalo Basile, Directeur FLACSO République dominicaine (faculté latino-américaine des sciences sociales).

« Nous devons réunir nos forces, car nous sommes invisibles dans le système capitaliste. »

Juana Mercedes, coordinatrice de la CONAMUCA (coopérative de femmes en République dominicaine)



THIERRY MANHAEGHE WSM



JUSTO JIMENEZ MTC



à partir de voiles, de drapeaux et de bannières publicitaires usagées.

Au Guatemala, face aux conséquences concrètes du réchauffement climatique, comme l'assèchement des sources d'eau ou la pollution, le MTC a décidé de faire de la défense de l'environnement un axe transversal de leur travail. Ainsi, afin de protéger notre 'maison commune', le MTC a, entre autres, lancé des formations sur l'utilisation de plantes médicinales et de semences indigènes et sur le tri des déchets, ainsi que de grandes campagnes de sensibilisation, dont un festival artistique sur les droits environnementaux. Ils soutiennent des entreprises en harmonie avec 'Mère Nature' et organisent des échanges avec d'autres organisations environnementales. Bref, comme l'a mentionné Justo Jiménez du MTC: « *Le choix nous appartient: former une société mondiale pour prendre soin de la Terre et prendre soin les un-es des autres, ou risquer notre propre destruction et celle de la diversité de la vie.* » (Charte de la Terre).

DON'T PANIC, ORGANISE

Jeudi 18 novembre

Le réseau pour le droit à la protection sociale, INSPiR, opte résolument pour cette 'société mondiale' dont parle Justo Jimenez. Fragmenté-es, nous sommes plus faibles. Uni-es, nos demandes aux gouvernements et aux acteurs économiques sont plus fortes. Le réseau INSPiR est fermement ancré dans la société, via les organisations de jeunes, de femmes, de personnes âgées et de

travailleur-euses. Ce sont des groupes qui représentent une large tranche de la population. Et, tous et toutes ensemble, nous avons le pouvoir de transformer notre société.

En juin 2019, l'Organisation internationale du travail (OIT) a adopté la convention 190. Cette convention contient un ensemble de mesures visant à éliminer la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Et ça n'était pas trop tôt puisque la violence à l'égard des femmes fait partie des inégalités qui ont été renforcées suite à la crise. Veiller à ce que cette convention soit transposée dans la législation du plus grand nombre de pays possible, voilà une des missions d'INSPiR dans les années à venir.

Au milieu du séminaire, nous avons eu la chance de participer à un forum politique. Autour de la table, il y a des représentantes du ministère public, du ministère des femmes et du ministère du travail. Nous le savons, la thématique des violences faites aux femmes est complexe. Par exemple, la violence à l'égard des femmes en ville s'exprime différemment qu'en milieu rural. En outre, la violence au travail ne concerne pas seulement la violence physique, mais aussi l'écart salarial, le plafond de verre ou les inégalités dans l'accès aux soins de santé.

Très vite, un constat est partagé par l'ensemble des participant-es: une société sans violence est bénéfique pour l'ensemble de la société, pas seulement pour les femmes. En tant que mouvements sociaux, nous avons une responsabilité importante, celle de convaincre nos gouvernements de transformer la Convention 190 en

législation. Et pour cela, nous devons unir nos forces.

Parce qu'unir ses forces donne des résultats, comme le prouve la récente lutte sociale au Pérou. Le 31 janvier 2022, le Congrès péruvien a approuvé la Convention 190, ce qui fera du Pérou le premier pays d'Amérique latine à transposer le contenu de la convention dans sa législation nationale. Une victoire de taille, rendue possible grâce aux nombreuses campagnes de sensibilisation et à l'intense plaidoyer réalisé par de nombreux mouvements sociaux, dont INSPiR Pérou.

NOUS NE SOMMES PAS SEUL-ES

Vendredi 19 novembre

Vous l'aurez compris, à l'aube d'un tout nouveau programme de coopération internationale, ces quelques jours ensemble furent pour nous une réelle source d'inspiration et de motivation. Car comme l'a conclu Thierry Manhaeghe, coordinateur du service continents de WSM en Belgique: « *Ici, à Saint-Domingue, nous ne sommes pas une cinquantaine. Nous sommes beaucoup plus. C'est ça la force des mouvements sociaux. Nous sommes toutes et tous la voix d'autres, nous représentons d'autres personnes. Nous ne sommes pas cinquante. Nous sommes sûrement des milliers.* »

#EnsembleChangeonsLaDonne

Marie Raida et Klaar Degroote

EN BREF

TEXTE / Jennifer Van Driessche - Mia Vandenberghe



Retrouvez les nouvelles de notre réseau chaque jour, en vous abonnant à la page Facebook WSM Belgique !



NON À LA VIOLENCE SUR LE LIEU DE TRAVAIL: LE PÉROU RATIFIE LA C190 !

Le Pérou a ratifié la Convention C190 de l'OIT sur l'élimination de la violence et du harcèlement sur le lieu de travail à la fin du mois de janvier. Cela fait du Pérou le onzième pays à ratifier la convention à une échelle mondiale. La convention C190 attend des États qu'ils développent, avec les employé-es et les employeur-euses, une politique sensible au genre où la violence et le harcèlement sont bannis, grâce à la sensibilisation, la prévention, la protection, le conseil et la formation.

En Belgique et en Europe, la ratification est toujours en préparation !



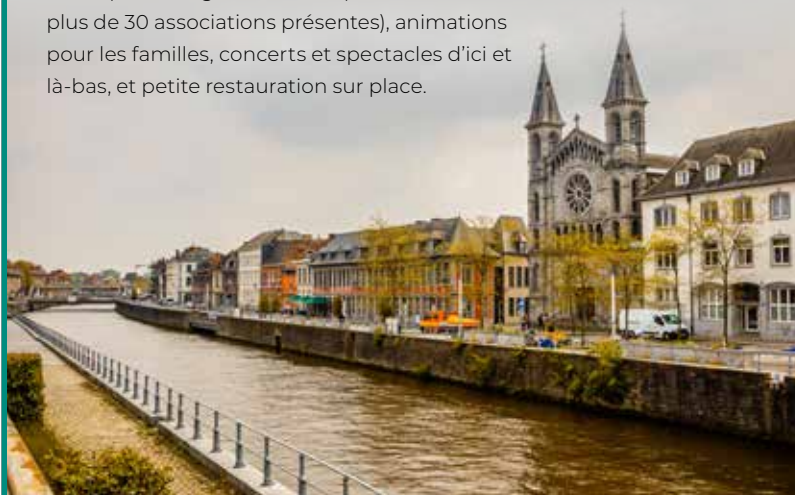
AGENDA

TOURNAI: LE RETOUR DE LA FÊTE DES PARTENARIATS !

ENTRÉE GRATUITE - Dimanche 8 mai 2022 - Tournai - Mutualité chrétienne (Rue Saint-Brice 44)

A l'heure où la mondialisation bat son plein, où l'individualisme atteint son paroxysme et où les crises se multiplient et se succèdent, la solidarité apparaît comme le remède incontournable aux maux de notre société. La Fête des Partenariats, journée à laquelle nous entendons impulser bonne humeur et convivialité, colorera votre agenda printanier solidaire.

Au programme: marche Adeps organisée par énéoSport, village du monde (artisan·nes et plus de 30 associations présentes), animations pour les familles, concerts et spectacles d'ici et là-bas, et petite restauration sur place.



20KM DE BRUXELLES AVEC WSM

Venez courir les 20 km de Bruxelles avec WSM **le 29 mai prochain** et soutenons ensemble la cause des travailleur-euses migrant-es du Qatar ! Votre engagement: récolter au minimum 40 euros de parrainage. Ensemble, réunissons la somme de 13.500 EUR pour notre partenaire, le syndicat GEFONT qui défend les travailleur-euses népalaises au Qatar, en leur apportant une aide juridique ou en organisant leurs rapatriements... N'attendez plus, rejoignez l'équipe WSM !

Plus d'infos sur <https://actions.wsm.be/20-km>





NOUVEAU: envoyez une carte via WSM !

Composer, imprimer et envoyer des cartes de vœux personnalisées est facile avec notre toute nouvelle plateforme de cartes de vœux. Décidez vous-même à quoi ressemblera votre carte, et ajoutez vos souhaits et vos adresses. Nous confions l'impression de haute qualité et l'envoi postal à notre partenaire Genscom.

Une carte coûte 3 euros. Pour chaque carte que vous envoyez, un euro en moyenne est versé à WSM. Merci beaucoup !

www.wsm.be/cartesdevoeux/



SAVE THE NEW DATE
6 OCTOBRE 2022 - BRUXELLES

JOURNÉE INTERNATIONALE WSM

**EN ROUTE VERS
L'ÉGALITÉ DE GENRE!**

OPINION

LA VISION DU PROFESSEUR ET VIROLOGUE MARC VAN RANST

NOUS AVONS BESOIN DE PLUS DE RESPONSABILITÉ MONDIALE

PHOTO / James Arthur

Le professeur et virologue Marc Van Ranst a participé à un exercice pompier d'extinction de feu au port maritime de Gand le 17 janvier. Cela, non pas pour changer de carrière, mais pour montrer qu'il faut éteindre le feu partout où il se trouve, et non pas à un seul endroit. C'est la même chose pour une pandémie. L'action était organisée par la CSC et WSM.



« On ne peut pas éteindre un incendie à plusieurs feux en se concentrant sur un seul. Vous devez éteindre les différents feux en même temps. Et il en va de même pour le virus du Covid-19 qui continue de sévir dans le monde. J'ai tout de suite aimé cette action symbolique car le message est très clair: il est difficile d'éteindre une pandémie s'il reste un réservoir en feu. La vaccination doit avoir lieu dans le monde entier, et pas seulement dans les pays occidentaux. Ce n'est qu'à cette condition que nous serons protégés-es.

Nous avons ici une campagne de vaccination réussie derrière nous. Environ 60 % de la population mondiale a maintenant été vaccinée avec au moins une dose. Nous pensons à une quatrième dose. Mais la situation reste particulièrement grave dans les pays à faible revenu. Là-bas, en moyenne, seuls 10 % de la population ont été vaccinés, et en Afrique centrale encore moins. Le Covid-19 continue ainsi à circuler et de nouveaux variants peuvent apparaître. Nous devons rattraper notre retard le plus rapidement possible.

La Belgique fait déjà sa part: les vaccins sont envoyés à l'Organisation mondiale de la Santé et ensuite distribués aux autres pays via diverses organisations. Mais nous pouvons faire mieux. Nous avons besoin de plus de responsabilité globale.

Il n'est pas facile d'en convaincre les responsables politiques, car ceux/celles-ci sont jugés sur la manière dont ils-elles gèrent la pandémie dans leur propre pays. Ils-elles s'intéressent peu à la façon dont la pandémie se déroule dans les autres pays. C'est un problème.

Une production locale de vaccins permettrait d'accélérer les choses. Nous pouvons encourager les fabricants d'ici à aider leurs partenaires dans d'autres pays. Tout cela pourrait être fait un peu plus rapidement et à plus grande échelle. La Belgique ne peut pas résoudre ce problème seule, mais l'Europe peut jouer un rôle clé. »

DANS NOS ARMOIRES

Dans cette rubrique, nous partons de nos objets du quotidien pour plonger vers le monde.

LE MARCHÉ ÉPINEUX DES FLEURS COUPÉES

Partout dans le monde, on les utilise pour marquer les événements importants de la vie, les rites de passage et les festivals. Les fleurs sont des symboles puissants: un bouquet de roses pour dire son amour à la Saint-Valentin ou à la fête des mères, une couronne pour marquer son affection pour un défunt, un montage pour célébrer un mariage,... Malheureusement, derrière ces jolies attentions peuvent aussi se cacher d'énormes coûts environnementaux et souffrances humaines.

TEXTE/ Jaklien Broekx - PHOTO/ Annie Spratt

Sources: www.wsm.be

UN BUSINESS EN PLEINE CROISSANCE

L'industrie de la fleur coupée est un gros marché, représentant annuellement entre 55 et 100 milliards de dollars. Le premier producteur mondial de fleurs coupées est la Colombie, qui a exporté environ 660 millions de tiges en 2020. Les autres grands pays producteurs sont l'Équateur, le Sri Lanka et le Kenya, qui fournissent un tiers de toutes les roses vendues dans l'UE. La Chine est un producteur émergent et nos voisins, les Pays-Bas, sont évidemment un exportateur important.

UNE GRANDE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

Les fleurs de la Saint-Valentin cultivées en Colombie et acheminées par avion vers les aéroports américains représentent environ 360.000 tonnes de CO2, selon les estimations du Conseil international pour le transport propre. Pour mettre cela en perspective, cela équivaut à environ 78.000 voitures conduites pendant un an.

Les Pays-Bas sont l'un des principaux exportateurs mondiaux de fleurs coupées, dont la plupart sont cultivées dans des serres chauffées ou réfrigérées. Plus proche du marché donc, mais aussi avec une grande empreinte écologique.

N'HÉSITÉZ PAS À POSER DES QUESTIONS

Décider quelles fleurs acheter peut être compliqué. Renoncer aux fleurs coupées peut réduire votre empreinte carbone, mais leur achat permet également de soutenir des emplois au niveau local et mondial. Aucun.e acheteur.euse ne peut inverser l'impact de l'industrie floricole, mais les consommateurs.trices peuvent faire savoir aux producteur.trices et aux fournisseurs qu'il existe une demande accrue pour des fleurs produites de manière éthique et durable.

Vous pouvez poser quelques questions importantes lors de votre prochain achat: quelle distance ont parcouru les fleurs ? Sont-elles produites de manière éthique, et durable ? Sachez qu'il existe déjà des fleurs du commerce équitable, qui garantissent des normes strictes en matière de travail et d'environnement.

Qui profite de votre achat ? Et demandez moins d'emballage... La meilleure option est bien sûr de cultiver vos propres fleurs pour les offrir en cadeau. Ou de les réaliser en papier... En tout cas, ne lésinez pas sur vos «expressions» d'amour: *dites-le avec des fleurs.*

SOUFFRANCE HUMAINE

L'industrie floricole ne nuit pas seulement à la planète, elle peut aussi affecter les travailleur.euses qui la font vivre. L'utilisation généralisée des pesticides nuit à la fois aux travailleur.euses, mais aussi aux enfants qui vivent à proximité des serres ornementales. Les journées de travail peuvent durer jusqu'à 16 heures. Il est donc particulièrement difficile pour les femmes - qui constituent la majorité de la main-d'œuvre - d'obtenir un congé de maternité et de trouver des services de garde d'enfants. Au Kenya, les femmes représentent 60 à 70 % de la main-d'œuvre et les fleurs constituent le deuxième produit d'exportation du pays après le thé. En Colombie, la production de fleurs est le principal employeur des femmes en milieu rural.

Les conditions de travail se sont quelque peu améliorées depuis les années 1990, principalement grâce à l'utilisation de certifications, explique Jill Timms PhD, cofondatrice du Sustainable Cut Flowers Project à l'université de Coventry. Toutefois, de nombreux.euses travailleur.euses des pays à faible revenu sont encore sous-payé.es et la sécurité chimique reste un problème. Malgré les défauts de ce secteur, Jill Timms note qu'il crée également des possibilités de commerce et d'emploi, notamment dans les régions pauvres où le climat est idéal pour la culture des fleurs.

IMPACT ENVIRONNEMENTAL

De nombreuses fleurs sont cultivées dans de très grandes pépinières et serres, dont la superficie peut atteindre jusqu'à 500 hectares. Ce sont des plantes très gourmandes en eau, ce qui contribue à une forte consommation et au ruissellement polluant de produits chimiques. Le refroidissement et le transport souvent longue distance en avion génèrent aussi d'importantes émissions de carbone. Idéalement, une fleur devrait passer du champ au vase en trois à cinq jours.

UZZIEL TWAGILIMANA



« JE ME CONSIDÈRE AVANT
TOUT COMME CITOYEN
DU MONDE. »

Il était jusqu'il y a peu coordinateur continental Afrique de l'Ouest à WSM. Focus sur le nouveau directeur adjoint de WSM, et à travers ses yeux, sur les réseaux de partenaires en Afrique de l'Ouest, qu'il connaît particulièrement bien grâce à ses vingt années d'expérience. Il a en charge la coordination stratégique des différents programmes que WSM mène avec des mouvements sociaux du monde entier.

J'ai passé mon enfance et ma jeunesse dans la région des Grands Lacs, jusqu'au génocide de 1994. J'ai été obligé de fuir mon pays, le Rwanda. J'ai travaillé dans différents pays africains pour différentes organisations, et notamment en Guinée Conakry, où j'ai travaillé à la promotion des coopératives. J'ai, ensuite, travaillé avec beaucoup de belges et de hollandais à Cotonou... Avec tout l'amour que j'ai pour mes racines africaines, je me suis nourri de la complexité du monde.

C'est au sein de WSM que j'ai appris à travailler avec les mouvements sociaux. Depuis des petites organisations locales en passant par des mouvements sociaux plus importants, qui veulent influencer la sphère politique - à travers la mise en réseaux, j'ai vraiment pu observer de près l'évolution de notre travail avec les partenaires.

La richesse du réseau des partenaires de WSM, c'est de les rapprocher tout en valorisant leur diversité. Syndicats, mutuelles, organisations d'économie sociale, mouvements de jeunes, de femmes... Ensemble, ils se renforcent. Au début, chacun avait son programme spécifique. A un moment donné, on a pris l'option de mettre ensemble des partenaires mutualistes et d'économie sociale pour développer un nouveau programme au niveau régional en Afrique de l'Ouest. Cette synergie a constitué la première étape de construction de réseaux qui aujourd'hui agissent auprès d'autorités régionales.

En Afrique de l'Ouest, les réseaux INSP!R accompagnés par WSM bénéficient d'une bonne reconnaissance, tant au niveau national que régional. Je suis fier de voir que le réseau ouest-africain, qui rassemble 80 organisations, continue de s'élargir, au-delà des partenaires bilatéraux de WSM ! Grâce à leur plaidoyer, certains gouvernements ont fait des avancées notables, comme la Guinée, par exemple, qui s'est dotée d'une politique nationale de protection sociale et d'une loi sur les mutuelles de santé.

A mon arrivée à Bruxelles, j'ai été chaleureusement accueilli. J'ai beaucoup à apprendre sur le Mouvement ouvrier chrétien, beaucoup plus complexe que je n'imaginais. Un autre sujet d'étonnement pour moi: la place que la jeunesse européenne ose prendre ici dans les mouvements sociaux ! Elle prend plus de responsabilités. En Afrique, la plupart des responsables sont en fin de carrière... Il faut que j'apprenne à avoir un dialogue différent de celui que j'avais avec les jeunes de chez moi.

J'espère contribuer à ce que chacun-e dans le Mouvement puisse apprendre des collègues issus des diasporas. J'espère continuer à m'épanouir sans perdre mon identité.

L'accompagnement des entrepreneur-euses débutant-es est une activité qui s'est développée au sein du réseau de WSM ces dernières années. L'accent y est toujours mis sur la convivialité, la durabilité, le social, l'écologie et l'avenir.

Ces entrepreneur-euses déterminé-es améliorent constamment leurs compétences, font prospérer leur entreprise et augmenter leurs revenus. Ils-elles finissent souvent par s'engager dans un mouvement social, où ils-elles bénéficient d'un large éventail de cours de formation, peuvent recevoir de petits prêts ou des conseils en matière de gestion.

Dans cette nouvelle rubrique, nous mettons en avant ces entrepreneur-euses et les mouvements sociaux auxquels ils-elles sont lié-es. L'Inde est notre première destination.

TEXTE / Nancy Govaerts - PHOTO / NDWM

INDE: UN MOUVEMENT DE COOPÉRATIVES

Le mouvement indien des travailleur-euses domestiques NDWM, fondé en 1985 par Sœur Jeanne Devos, compte aujourd'hui plus de deux millions de membres (des femmes en très grande majorité) et est actif presque partout en Inde. D'abord en tant que mouvement, maintenant aussi en tant que syndicat, le NDWM défend les droits des travailleur-euses domestiques, principalement des femmes, parfois des enfants. Le NDWM veille à ce que l'aide domestique devienne un emploi à part entière, réglementé par une législation et des contrats. Depuis plusieurs années, l'organisation regroupe ses membres en coopératives.¹

On trouve des coopératives dans le monde entier. Il en existe dans tous les secteurs, de toutes les tailles et tous les types.

Il existe une base commune: les gens s'unissent pour répondre à des besoins communs. Ils-elles créent une entreprise qu'ils-elles possèdent et gèrent démocratiquement. Le profit est au service des membres.

En Inde, le NDWM a lancé des coopératives dans huit États, chacune comptant 250 à 500 travailleur-euses domestiques, souvent célibataires et peu instruites. Ils-elles découvrent les avantages du travail en commun et le fonctionnement des coopératives. Ils-elles suivent des cours de formation en cuisine, en soins aux personnes âgées et aux enfants, et apprennent à fabriquer des produits de nettoyage ou à réparer eux/elles-mêmes des vêtements. Les techniques de négociation sont essentielles pendant la formation. Bien formé-es, ils-elles sont en position de force lorsqu'il faut discuter de leurs salaires et de leurs conditions de travail avec leurs employeur-euses.

Les membres apprennent à épargner et à mettre un montant de côté sur le compte de la coopérative. Ils-Elles peuvent également s'y rendre pour obtenir un capital de départ pour leur propre entreprise afin d'augmenter leurs revenus. En même temps, la

coopérative agit comme un médiateur du travail: elle crée des ponts entre les familles qui ont besoin d'aide pour les tâches ménagères et les membres dont elle défend les droits.

Sunanda Gotad, 60 ans, travaille depuis plus de 20 ans comme aide domestique auprès de diverses familles. Cela lui rapporte un peu moins de soixante euros par mois. Pendant le confinement, elle a perdu trois de ses cinq familles. Une de ses collègues lui a présenté la coopérative Grihashramika. Bien qu'il ait été difficile au début de verser 1,15 euro par mois (frais de participation), elle récolte aujourd'hui les fruits de son adhésion. Elle a appris à fabriquer des bâtons de parfum et a contracté un prêt pour lancer la production. Les ventes aux familles où elle travaille et dans les magasins locaux lui rapportent 2,5, parfois 3,5 euros par jour. Un beau complément à son salaire mensuel !



¹ Depuis juin 2019, le NDWM peut compter sur l'appui financier de l'organisation Familiehulp.

COIFFURE

TEXTE / Nancy Govaerts - PHOTOS / Christ Maenhout et WSM

BELGIQUE - CHRIST

Christ a un salon de coiffure florissant à Landegem. Il a découvert son talent plutôt par hasard. Il a toujours eu une passion pour les voitures, et il aimait l'idée de devenir boulanger. Aujourd'hui, 27 ans plus tard, il continue à rendre les gens beaux et heureux avec leur nouvelle coupe de cheveux.

Son talent lui a même permis de monter sur la scène du *Royal Albert Hall* à Londres. Mais l'un des meilleurs moments de sa carrière est son voyage en Afrique du Sud. Là, il a enseigné à des jeunes en situation de vulnérabilité. Il y en a une qu'il n'oubliera jamais, c'est cette fille un peu renfermée qui l'a étonné avec sa coupe de cheveux artistique... Mais malgré son talent, elle n'a pas eu le courage de poursuivre sa carrière.

En effet, pour devenir coiffeur-euse, il ne suffit pas de savoir couper des cheveux. En Belgique, Christ fait partie d'un jury pour l'épreuve finale de jeunes coiffeur-euses en formation. Les dernières recrues de celle-ci ont été clairement marquées par la pandémie, qui ne leur a pas permis de s'exercer sur des modèles vivants. Les réglementations récentes jouent également des tours au secteur. En raison des assouplissements récents de la loi sur l'établissement, n'importe qui peut ouvrir un salon, même sans diplôme. C'est démotivant et nuit à la qualité de la formation. Les étudiant.es ne sont plus intéressé-es par un cours de bonne gestion. Une moindre sensibilisation aux prix équitables encourage la concurrence déloyale. Christ craint qu'une réglementation moins stricte n'affaiblisse encore plus le secteur.

La Belgique compte 22 000 salons de coiffure. 4 500 sont employeur.euses, les autres sont des indépendants. C'est principalement sur eux que les coups pleuvent. Mais les employeur.euses constatent également que la qualité du travail des nouveaux-elles coiffeur-euses se détériore.

Christ combine son travail avec son engagement. Il est actif au sein de *Febelhair*, la fédération des coiffeur-euses, où il est responsable de la formation. Il espère inspirer les coiffeur-euses, ici en Belgique et ailleurs dans le monde. Malgré les nombreux défis qu'on vient de lister, c'est un beau métier qui reste nécessaire dans ce monde numérisé et robotisé.

COIFFURE

BÉNIN - RAFIATOU

Rafiatou a 24 ans et est fière de son salon de coiffure «Godwin» qu'elle a ouvert en mars 2021 à Cotonou, au Bénin. Dans son témoignage enregistré par nos collègues du Bénin, elle donne également le numéro où vous pouvez la joindre. Alors, si vous êtes dans le quartier, n'hésitez pas ! Il est clair que la formation qu'elle a reçue au centre de formation du syndicat de la coiffure SYNAPROCEB ne lui a pas seulement appris les techniques de coiffure, mais aussi quelques astuces marketing.

Lorsqu'elle a dû quitter l'école, beaucoup trop tôt parce que ses parents ne pouvaient plus en endosser les coûts, une amie de sa mère lui a parlé de la formation. Rafiatou est partie en reconnaissance, et a été rapidement convaincue de la qualité des cours. Elle s'est immédiatement inscrite au programme de formation de trois ans. Au programme: la coiffure pour femmes et pour hommes bien sûr, mais aussi l'entrepreneuriat et la gestion de sa propre entreprise, l'hygiène sur le lieu de travail, l'attention portée à l'environnement et les cours d'anglais. Rafiatou est talentueuse. Non seulement elle a obtenu un diplôme reconnu par l'État, mais le syndicat lui a également donné un capital de départ pour lancer son entreprise.

Son salaire fluctue, mais en moyenne, elle gagne assez pour payer son loyer et son prêt, et peut même économiser pour développer son entreprise. Elle veut travailler comme esthéticienne et peut compter depuis peu sur deux stagiaires. Rafiatou n'a pas regretté son adhésion au syndicat. Elle a reçu des opportunités qu'elle a saisies à deux mains et regarde l'avenir avec espoir.

UN NOUVEAU DÉPART

Le philosophe grec Platon a dit: « Le début est la partie la plus importante de l'œuvre. »
Ce n'est peut-être pas tout à fait vrai; souvent, le plus important est de persévérer.
Tout début est difficile, il faut donner l'occasion à un projet de se développer et le nourrir.
Avec le printemps qui démarre, nous sommes particulièrement attentif-ves à la vie naissante, aux jeunes pousses, aux nouvelles initiatives. En images, des démarrages, des nouveaux projets, des coopératives pour des nouveaux départs puissants !



// **1. Bangladesh:** récolte de roses, ensemble pour une loi sur le devoir de vigilance, des salaires dignes et des conditions de travail décentes dans l'industrie florale. // **2. Togo:** femmes associées dans une coopérative de vannerie. // **3. Togo:** dans les pays ayant accès à des systèmes de protection sociale solidaires, il y a plus de place pour une éducation de qualité. // **4. Sénégal, Dakar:** les membres d'INSPIR Sénégal se réunissent pour une action d'interpellation politique. // **5. Sénégal, Thiès:** dans une coopérative de menuiserie, 73 jeunes suivent une formation grâce à l'organisation de jeunesse AJE. // **6. Bangladesh:** GK plaide pour une convention internationale comme moyen important de faire respecter les droits des personnes âgées. // **7. Népal:** une nouvelle vie; le syndicat GEFONT défend le congé de maternité pour tou-tes les travailleur-euses népalais-es. // **8. Cambodge:** action lors du 8 mars, journée internationale des droits des femmes - non à la violence liée au genre // **9. République dominicaine:** dans toute l'Amérique latine, des mouvements sociaux mettent en place des initiatives de reforestation. // **10. Inde, Chennai:** lancement d'un livre « Accès à la protection sociale pour les travailleur-euses de l'économie informelle en Inde » par le réseau INSPIR indien.





PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

WSM-Magazine
Magazine quadrimestriel de WSM
janvier – février – mars – avril 2022
P309504 - Bureau de dépôt Gent X

ENVIE D'UN DÉFI SPORTIF ?

**REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DE WSM ET COUREZ POUR
SOUTENIR LES TRAVAILLEUR.EUSES MIGRANT.ES DU QATAR !**

La préparation de la Coupe du Monde de football au Qatar en 2022 s'est faite au prix d'un désastre sur le plan humain. De très nombreux travailleur.euses migrant.es, venu.es en grande partie du Népal, subissent des conditions de travail proches de l'esclavage sur les chantiers de construction des stades et des hôtels.

Venez courir avec nous les 20 km de Bruxelles le 29 mai prochain et soutenons ensemble la cause des travailleur.euses migrant.es du Qatar. Car aucun événement sportif ne devrait se faire au prix de vies humaines.

Votre engagement: récolter au minimum 40 euros de parrainage. Ensemble, réunissons la somme de 13.500 EUR pour notre partenaire, le syndicat GEFONT qui défend les travailleur.euses népalais.es au Qatar, en leur apportant une aide juridique ou en organisant leurs rapatriements.



REJOIGNEZ NOTRE EQUIPE !

Une inscription coûte 25 euros.

Info & inscriptions: <https://actions.wsm.be>

À bientôt!